

Communiqué de presse

Pour le Député Bruno FUCHS, « l'urgence dans cette crise est de conquérir notre souveraineté numérique et de se défaire des GAFAM »

Le Député Bruno FUCHS a cosigné une lettre ouverte adressée au Président de la République avec son collègue Philippe Latombe pour alerter sur la dépendance de la France aux acteurs du numérique étrangers, et sur l'urgence de conquérir et maîtriser notre souveraineté numérique.

« Pour vaincre le virus et pour mettre en œuvre la reprise économique, il faut pouvoir s'appuyer sur des outils numériques fiables, qui soient tenus au respect du droit français et au droit européens, or on se repose sur les solutions proposées par les GAFAM, nous ne prenons pas la bonne direction » souligne le Député MODEM de Mulhouse.

« Il est plus qu'urgent de se doter d'une véritable stratégie qui nous permette d'avoir des acteurs du numérique français sur lesquels compter et fonder des solutions. Je demande à tous les pouvoirs publics de sortir du fatalisme paresseux selon lequel nos entreprises nationales françaises ne seraient pas au niveau pour nous accompagner pour surmonter les prochains défis. Plutôt que de se résigner à abandonner cet axe stratégique, créons les conditions de la prise de contrôle de notre environnement numérique, inspirons-nous des formules qui marchent » insiste Bruno FUCHS.

Le Député Bruno FUCHS et les autres cosignataires de la lettre ouverte veulent illustrer l'urgence de la situation et l'absurdité de la stratégie française à partir d'exemples récents en matière de données médicales sur le COVID-19. « Pourquoi avoir confié l'hébergement des données épidémiologiques française du Health Data Hub à Microsoft, ce qui fait perdre tout contrôle à nos pouvoirs publics alors que l'AP-HP a montré sa capacité à offrir le même service en hébergeant nos données en France à travers l'expérience Ouest Data Hub ? On va à l'encontre de toute logique de souveraineté » veut souligner le député.

Les travaux de la mission parlementaire sur la souveraineté numérique, qui sont actuellement conduits à l'Assemblée nationale, permettront de mettre en lumière le fatalisme français en matière de numérique et donneront des recommandations concrètes pour y remédier, encore faut-il que le Président de la République les entende.